

## ons

## le témoin « Au Congo, une grande déception populaire »

V.K.

Prenez le cas de la RD Congo. « Lorsque les autorités congolaises ont commencé à signer des contrats avec les Chinois, cela avait suscité beaucoup d'espoir : enfin un nouveau partenaire qui n'était pas lié au sombre passé de la colonisation », analyse Jimmy Kande, président du Réseau panafricain de lutte contre la corruption « Unis », et membre de la coordination Le Congo n'est pas à vendre.

« Mais plus d'une décennie plus tard, les gens se posent des questions. On nous avait vendu une coopération gagnant-gagnant, des contrats plus avantageux pour le Congo : grande est la déception populaire, notamment autour de projets signés par l'ancien chef de l'Etat qui prévoyaient des travaux d'infrastructures contre les richesses minières : la partie chinoise n'a respecté que 25 % de ses engagements alors que l'extraction minière au bénéfice des Chinois, elle, tourne à plein régime... »

## Règles de base bafouées

Le comportement des expatriés chinois est un autre sujet de mécontentement croissant en Afrique. « En RDC en tout cas, on a vu que, contrairement aux sociétés occidentales, des sociétés chinoises ne respectaient même pas les règles basiques : ce qui compte, c'est d'extraire les matières premières et de faire leur business », poursuit Jimmy Kande. « Précédemment, les firmes étrangères occidentales qui venaient en RDC faisaient certes venir des ingénieurs expatriés, mais avaient aussi largement recours à de la main-d'œuvre locale. Alors que les entreprises chinoises importent même les ouvriers peu

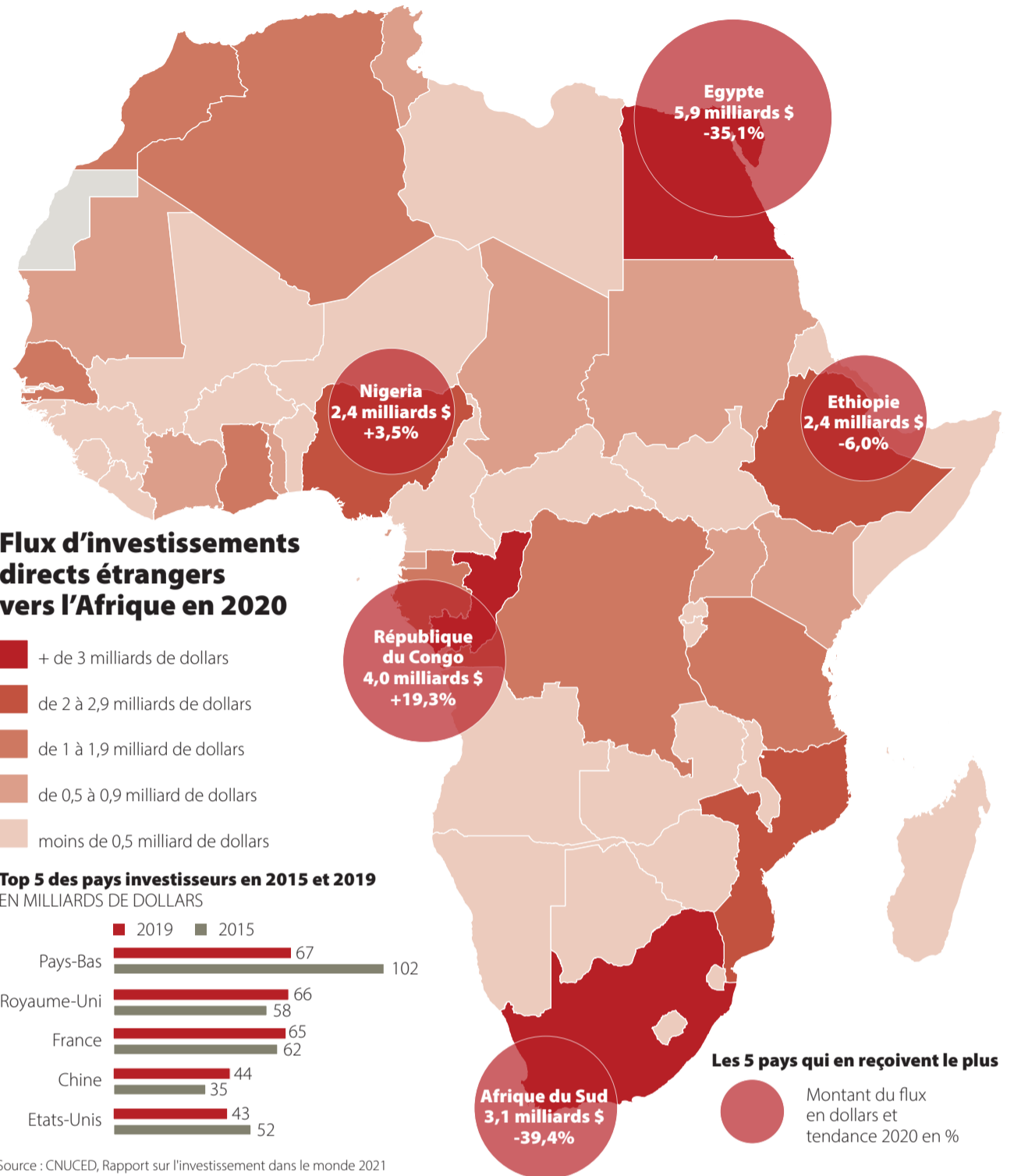
qualifiés de Chine. »

« Par ailleurs, à côté des grandes entreprises minières, il y a aussi au Congo les exploitations artisanales, légalement réservées aux nationaux. Mais, avec la complicité de certaines autorités, il y a de plus en plus de Chinois qui s'attaquent aux mines artisanales, utilisant parfois le nom d'une coopérative congolaise. Cela crée de la frustration dans les communautés, et une certaine animosité envers les Chinois. »

Car en RDC, une autre donnée vient troubler le jeu : la corruption. « Lorsque vous voyez à quel point les lois nationales sont violées, vous vous demandez où est l'Etat. Mais il est souvent lui-même complice ! Le rapport Congo Hold-Up a bien montré à quel point des acteurs politiques locaux impliqués dans ce projet chinois ont pu recevoir des pots-de-vin. Des opérateurs chinois peuvent donc, en RDC, se comporter en terrain conquis, les autorités étant à leur solde », conclut Jimmy Kande. « Elles peuvent tout se permettre... puisqu'il n'y aura pas de réaction conséquente des autorités. »



« Via la corruption, des opérateurs chinois sont en terrain conquis. » © DR



## reportage Les commerçants chinois au chevet de la « fièvre du cobalt »

COLETTE BRAECKMAN  
À KOLWEZI

La fièvre du cobalt a rongé Kolwezi et finira sans doute par la détruire. Après avoir négocié leurs contrats à Kinshasa, les grandes entreprises chinoises ont fait comme tous les « miniers » : prendre possession du terrain, le clôturer, louer des gardes, amener des engins géants qui éventrent la terre rouge. Les remblais de la société Comus (Compagnie minière de Musonoi) barrent l'horizon et s'avancent inexorablement en direction du centre.

En s'approchant des terrils, on distingue des silhouettes qui grattent les remblais, poussent des brouettes chargées de gravats : les creuseurs congolais sont partout, ils ont soudoyé les gardes pour se glisser derrière les clôtures et ramasser les restes de l'exploitation industrielle. Leurs enfants se glissent

dans d'étroits boyaux, en ressortent blancs de poussière, leur butin dans des sacs de jute.

Au bord des ruisseaux d'eau sale, les femmes lavent les cailloux. Lestés de la récolte familiale, les hommes se dirigent vers des baraquements de fortune au fond desquels les commerçants chinois attendent les vendeurs.

## Balances truquées ?

Le rituel est immuable : les cailloux sont pesés, leur teneur en cuivre ou en cobalt est mesurée par le « Metorex », un appareil connu de tous. Tous les creuseurs se plaignent des balances truquées, reliées à d'illisible machines chinoises affichant des teneurs inférieures à la réalité. Cependant rares sont ceux qui discutent avec les petits hommes pressés et silencieux qui ont un seul mérite : ils paient comptant. Trop peu, mais cash.

« Avec la chance », dit un père de famille, « un gamin peut gagner 20 dollars par jours... » Dans ce pays où l'on survit avec un dollar par jour, les creuseurs ont le sentiment d'être riches, et dans les rues commerçantes de Kolwezi, les commerçants guettent leur bonne fortune. Les Chinois règnent sur les bazars : montagnes de bassines en plastique, escarpins et bijoux criards, wax de contrefaçon, chaussures de chantier, pelles et pioches. Ils proposent aussi téléviseurs, portables et baffles qui diffuseront les musiques de la chance et rythmeront cette vie « au taux du jour ».

Dans toutes les cités minières du Congo, les Chinois font désormais partie du paysage, pas trop aimés mais acceptés car ils ont mis la société de consommation à la portée des plus pauvres. Leurs lampions brillent partout. Cependant, les contacts avec les Congolais semblent rares. Dans les

ngandas, petits bistrot de rue, on ne voit pas de Chinois partager avec les locaux une bière Tembo ou un « sucré ». Les prostituées ont renoncé à apostropher des hommes qui semblent indifférents à leurs charmes tapageurs.

Le week-end cependant, des casinos chinois brillent de mille feux. Dragons, ballons écarlates, murs vernissés, peintures hurlantes... les Congolais nous expliquent que c'est là que ces hommes, qui achètent leurs cailloux durant la semaine se retrouvent entre eux durant leurs loisirs, derrière des tables de jeu : à chacun ses plaisirs... À côté des pharmacies « à l'occidentale » se sont aussi multipliées les officines chinoises où se déploie toute la pharmacopée traditionnelle. Les Congolais vont s'y approvisionner en remèdes bon marché et, paraît-il, efficaces, entre autres pour les « pannes sexuelles » très fréquentes parmi les creuseurs...

## arrière-plan Entre Pékin et l'Afrique, une relation d'abord très politique

V.K.

Depuis deux ans, dès qu'il est question, à l'Assemblée générale de l'ONU ou au Conseil des droits de l'homme, de la répression des Ouïgours par Pékin, des diplomates africains prennent longuement la parole en faveur de la Chine, répétant des éléments de langage du parti communiste.

« Car l'importance de l'Afrique pour la Chine est aussi très politique », analyse Thierry Pairault (CNRS). « L'Afrique, c'est 54 voix aux Nations unies. À travers ses engagements économiques, il s'agit pour Pékin de garantir le soutien des pays africains à ses résolutions ou lorsqu'il s'agit de nommer un directeur général. »

Toutes les puissances tentent d'obtenir ainsi les voix de leurs alliés, mais la Chine y excelle puisqu'elle dirige désormais 4 des 15 agences de l'ONU, dont la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture), stratégique au Sud.

Un intérêt politique qui est aussi une garantie pour les Africains. « Même s'il y a actuellement un gros ralentissement économique, la Chine ne va pas laisser tomber l'Afrique, surtout lorsqu'une nouvelle guerre froide s'amorce : elle y a investi des milliards précisément pour se créer une clientèle », estime Thierry Vircoulon (Ifri).

Mais comment s'articule cette coopération politique ? « Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi se plaît à répéter que la Chine est un pays en développement qui partage avec l'Afrique la nécessité de remettre en question l'hégémonie occidentale », déclare Cédric Leterme (Cetri), qui a coordonné l'ouvrage *Chine : l'autre superpuissance* (éd. Cetri et Syllepse). « Il s'agit d'une façon cynique de surfer sur l'héritage commun du tiers-monde. La Chine ne joue absolument plus dans la même cour. »

La Chine essaie-t-elle aussi de promouvoir son système autoritaire ? C'est

moins évident. Un plan d'action 2019-2021 avait certes été mis en place par Pékin pour former des journalistes africains et promouvoir des « échanges rédactionnels » entre médias. Les visites de responsables chinois et les invitations en Chine de journalistes et de politiciens africains s'étaient multipliées. Un programme qui fut freiné par la pandémie.

## Soupçons d'ingérence politique

La Chine, qui répète s'opposer à toute ingérence dans les affaires politiques des autres, est cependant soupçonnée d'avoir mis tout son poids pour obtenir la réélection du président Roch Marc Christian Kaboré au Burkina Faso (récentement renversé lors d'un putsch). Ce pays était un des derniers alliés africains de Taïwan, mais avait en 2018 rejoint le giron chinois.

Elle aurait aussi vendu à ses alliés africains des systèmes de surveillance de masse. « Je ne suis pas sûr que ce soit

pertinent de se focaliser sur ces technologies chinoises de reconnaissance faciale », tempère Thierry Pairault. « N'est-ce pas une entreprise israélienne et un banquier français qui ont récemment distribué à certains pays de quoi piéger les téléphones de responsables politiques ? Et la France qui a vendu à l'Égypte des systèmes de reconnaissance faciale ? La Chine n'est pas la seule à faire ça... »

Et avec un état civil défaillant et des coupures de courant, pas sûr qu'une surveillance de masse soit réellement possible en Afrique...

Par ailleurs, selon un récent Afrobarometer, tant les Africains qui préfèrent le modèle de développement américain que ceux qui choisissent le modèle chinois appuient la démocratie (à 72 et 70 %) et rejettent un système à parti unique (à 80 et 79 %). En Afrique, le système politique chinois semble s'exporter plus difficilement que ses téléviseurs à écran plat...

La Chine a osé relancer des projets ferroviaires en Afrique, comme ici au Kenya : des chantiers prestigieux mais coûteux. © REUTERS.